



Dossier de presse

Les Grands Prix du Club de la presse Nord-Pas de Calais

édition 2013

Mardi 22 octobre 19h00
à la Gare Saint-Sauveur
Lille



Club de la presse Nord – Pas de Calais

contacts presse :

Faouzia Allienne : 03 28 38 98 48 / clubdelapressenpdc@nordnet.fr

Nicolas Bailly : 03 28 38 98 46 / comm.clubdelapresse@wanadoo.fr

17 rue de Courtrai, BP49, 59009 Lille cedex

www.clubdelapressenpdc.org

Grands Prix 2013
Du Club de la presse Nord – Pas de Calais

SOMMAIRE

• Edito du président	p2
• Présentation des Grands Prix et du Jury 2013	p3
• Palmarès des Grands Prix 2013	p4
• Grand Prix jeune journaliste de presse écrite généraliste	p5
• Grand Prix jeune journaliste de presse écrite locale	p9
• Grand Prix jeune journaliste de télévision	p11
• Grand Prix jeune communicant	p13
• Grand Prix du reportage	p16
• Grand Prix de l'enquête	p20
• Prix spécial du jury	p26
• Comment ont été choisis les lauréats?	p28
• Les Grands Prix en chiffres	p28
• Rejoignez le Club de la presse Nord – Pas de Calais	p30
• Concours photo de la Une de l'annuaire	p31
• Les partenaires des Grands Prix du Club de la presse.	p32

Edito

Notre grande fierté

Lauréats ou non, les candidats à la douzième édition des Grands prix du Club de la Presse auront donné du grain à moudre au jury 2013. Qu'est-ce qu'un bon sujet ? Reportage, enquête, portrait, compte-rendu, qu'apportent les travaux des journalistes ? De belles histoires et de moins belles, des révélations, une mise en perspective, une synthèse, des outils pour appréhender le monde ou le quartier...

Ce 8 octobre 2013, les débats du jury furent intenses, denses, vifs, jamais manichéens. Une remarque est souvent revenue. Pourquoi tel candidat, tenant une bonne histoire, ne l'a pas exploitée à fond ? Pourquoi cette belle attaque pour finalement terminer trop brièvement ? A l'examen des dossiers, qui auront rarement fait l'unanimité, les discussions des membres du jury ont souvent porté sur le manque de temps, le format court. Ce que les membres du jury ont remarqué, les candidats (ou les non candidats) l'ont aussi exprimé au Club les mois précédents la sélection. Les confrères sollicités cette année se sont faits prier. Pourquoi beaucoup n'ont pas fait acte de candidature ? « Je n'ai rien qui vaille le coup » ; « Je ne suis pas très fier de ce que j'ai fait » ; « Les formats sont contraignants » ; « On me demande de faire court ». Voilà quelques témoignages recueillis, notamment auprès des plus jeunes.

Comment, dans ce cadre, donner au lecteur/auditeur/télespectateur ce « petit plus » qui lui donnera le sentiment d'obtenir plus d'info que ce que le bruit médiatique ressasse à chaque marée ?

Si cela demande encore une analyse plus fine, le cru 2013 semble, plus que les promotions précédentes, devoir être observé à la lumière des mutations qui touchent les entreprises de presse : formats courts, rationalisation du process de collecte et de diffusion de l'info.

Les lauréats, parfois avec l'appui de leur rédaction, parfois sans, ont réussi à s'en affranchir, pour notre plus grand plaisir. Leurs mots et leurs images montrent l'envie d'aller au-delà de l'info brute. Ce sont ces talents-là que le Club de la presse entend valoriser.

Outre les prix « jeunes », pour les professionnels de moins de trente ans, les Grands prix se sont ouverts à tous les professionnels exerçant en Nord-Pas de Calais, quel que soit leur âge ou leur média d'appartenance, dans les nouvelles catégories « reportage » et « enquête ». C'est notre grande fierté. Bien décidé à maintenir ces prix, le Club réfléchit à d'autres moyens de soutenir le goût des confrères pour le terrain. Pourquoi pas une bourse ou un concours dont le prix permettra à un journaliste du Nord-Pas de Calais de mener à bien un projet ? Vous voulez en être ? Rejoignez-nous !

Mathieu Hébert

Président

Club de la Presse Nord-Pas de Calais

Mathieu Hébert, 35 ans, a été élu président du Club de la Presse Nord - Pas de Calais pour la troisième fois le 24 juin 2013. Journaliste à Liberté Hebdo depuis mai 2010, il travaille depuis dix ans dans la région, d'abord à Autrement-dit (2001-2006), alors hebdomadaire, en charge de l'économie, puis à Nord éclair (2006-2010), au service Région.

Les Grands Prix du Club de la presse

jeunes journalistes jeune communicant reportage enquête

Les Grands Prix du Club de la presse ont été créés en 2002 avec pour volonté première de révéler les jeunes talents des métiers du journalisme et de la communication. Pour ces métiers marqués par l'accélération du numérique, où la polyvalence est de mise, il est apparu important de saluer des confrères pour leur professionnalisme et la qualité de leurs productions. Avec plus de 100 lauréats depuis la création des prix, le Club de la presse contribue chaque année au rayonnement de nos métiers et à l'essor de la relève !

Reportage n.m : ensemble des informations écrites, photographiées ou filmées recueillies par un journaliste sur le lieu même de l'événement. (Petit Larousse illustré 2007)

Lancé en 2011 pour marquer le 10ème anniversaire des Grands Prix, le Grand Prix du reportage confirme son existence. Le reportage fait partie de ces genres journalistiques indispensables, pourtant réduit à peau de chagrin... Le Club de la presse récompense avec ce prix un journaliste à la fois pour sa qualité d'écriture et la rigueur de sa démarche.

Enquête n.f : étude d'une question réunissant des témoignages, des expériences, des documents (Petit Larousse illustré 2007)

Petit frère du prix du reportage, le prix de l'enquête lancé en 2012 témoigne de la volonté du Club de soutenir un genre journalistique coûteux, parfois dangereux pour ses auteurs, aussi indispensable que le reportage et lui aussi en souffrance.

Les Membres du jury des Grands Prix 2013

Mathieu Hébert – président du Club de la presse, journaliste à *Liberté Hebdo*

Philippe Allienne – président de la commission Grands Prix, journaliste pigiste

Maxime Bitter, chef du service régional *Le Moniteur*

Julien Castagnoli, rédacteur en chef de *Contact*

Olivier Célarié, directeur de la communication de l'ille3000

Gauthier Clausse, rédacteur en chef de *Horizons Nord – Pas de Calais*

Martine Correau, responsable communication Entreprises et Cités

Fanny Destombes, JRI-pigiste pour *20min, l'AFP, Métropolys, InternepTV*

Samuel Duhamel, JRI pour *M6 et RMC Sport*, lauréat 2012 du Grand Prix télévision

Alexandre Lenoir, pigiste pour *l'Express, Nordway, Dailynord*,

lauréat 2012 Grand Prix de l'enquête

Sébastien Leroy, journaliste, animateur de communauté pour *la Voix du Nord*

Sylvain Marcelli, journaliste pour l'agence AEF

Claire Mesureur, journaliste pour *France Bleu Nord* à Arras

Pascal Rossignol, photographe pour l'agence Reuters

Palmarès

des Grands Prix du Club de la presse Nord – Pas de Calais 2013

Grand Prix jeune journaliste de presse écrite généraliste :

Nicolas Richaud pour son article « *Bus des mines, tout le monde descend* » paru dans *Libération*.

Grand Prix jeune journaliste de presse écrite locale :

Marie Lagedamon pour son article « *Dévouées, ces dames entretiennent les derniers « petits coins » de la ville* » paru dans *La Voix du Nord*.

Grand Prix jeune journaliste de télévision :

Alice Rougerie pour son reportage « *De SeaFrance à Myferry Link : les sacrifices des « scopistes »* » diffusé sur *France 3 Nord-Pas de Calais*.

Grand Prix jeune communicant :

Marion Ragot pour sa page campagne de communication sur Facebook « *Ma santé en Nord- Pas de Calais* » pour l'Agence Régionale de Santé du Nord – Pas de Calais.

Grand Prix du reportage :

Bernard Virel pour son article « *Lieux de mémoires : se souvenir au bord de la route* » paru dans *la Voix du Nord*.

Grand Prix de l'enquête :

Marie Raimbault pour son article « *La terre agricole : citadelle assiégée ?* » paru dans *Eco121*.

Prix spécial du Jury :

Aurélia Moussly pour son reportage « *Syrie : Salqin, une liberté fragile* » diffusé sur Arte.

Chaque lauréat reçoit un prix de 1.000 euros financé par les partenaires des Grands prix : Banque Populaire du Nord, CIC Nord Ouest, Crédit Agricole Nord de France, France 3 Nord – Pas de Calais, Heineken entreprise, Orange, Tereos, une adhésion d'un an au Club de la Presse et un annuaire du Club.

Grand Prix jeune journaliste de presse écrite généraliste

Nicolas Richaud

« *Bus des mines, tout le monde descend* »
paru dans *Libération*.



Son parcours

Avant d'entrer à L'ESJ de Lille, Nicolas Richaud a déjà un long parcours universitaire, Master 1 d'Economie à l'Université d'Aix-Marseille (2004-2008), Master 2 de finance d'entreprise à l'école de commerce de Marseille (2009) et une première expérience professionnelle en banque comme analyste-risque puis en audit financier.

Il choisit ensuite de changer de voie et réussit le concours de l'ESJ, dont il est diplômé depuis juin 2013 après avoir choisi la spécialité presse écrite/web. Profitant de ce double cursus, son parcours s'est orienté vers le journalisme économique, avec notamment des collaborations à *la Provence*, au *Parisien*, à *France Info*, au service économie du *Monde*, à *Challenges*, au service finance des *Echos* et depuis septembre en CDD à La Tribune (web) et ce jusqu'à fin décembre 2013.

Nicolas Richaud tient aussi un blog sur le cyclisme intitulé En Roue Libre :
<http://enroueslibres.wordpress.com/>

Son article

Avec le bus des mines, c'est une spécificité méconnue de l'économie de la région que raconte Nicolas Richaud dans les pages de *Libération*. Une double page à l'occasion de l'arrêt du dernier bus amenant les « filles des mines » du Pas-de-Calais travailler dans les grandes entreprises textiles ou de la vente à distance... La fin d'une époque vue par celles qui ont vécu l'âge d'or et le déclin industriel.

L'avis du jury

Un article qui réussit à être à la fois très émouvant et informatif. Amplement traité par d'autres médias, le sujet bénéficie, sous la plume de Nicolas Richaud, d'une écriture vivante qui fait partager au lecteur le quotidien des passagères et ce que signifie l'arrêt du bus pour elles. Un article qui a fait l'unanimité malgré un débat animé entre plusieurs candidatures de grande qualité. La différence s'est jouée sur des détails, notamment un style proche de celui employé en radio qui sied particulièrement à ces portraits croisés.



Valérie, 55 ans, dont trente-huit à La Redoute, le 13 mai à Méricourt. «Si je vais au travail par mes propres moyens, je ne pourrai plus manger.»

Bus des mines

Tout le monde descend

Mis en place dans les années 30 par les usines du Nord pour acheminer les ouvrières du bassin minier, les cars se sont raréfiés avec le déclin industriel. Le tout dernier s'arrêtera le 30 juin. La fin d'une époque.

Par **NICOLAS RICHAUD**
Envoyé spécial dans le Nord-Pas-de-Calais
Photos **AIMÉE THIRION**

Il est 5 h 57. Comme tous les matins, Valérie grimpe dans le «bus des mines», qui commence sa tournée à Méricourt, dans le Pas-de-Calais, et effectue 80 kilomètres et une dizaine d'arrêts pour desservir trois sites de l'entreprise de vente à distance La Redoute, à Roubaix et Wattrelos (Nord). Cheveux blonds mi-longs et regard vif, Valérie salue le chauffeur et s'installe deux rangées derrière lui. «On ne va pas le laisser tout seul.»

«J'aurai fait l'équivalent de 17 fois le tour du monde dans ce bus», dit-elle. A 55 ans, elle en a passé trente-huit à La Redoute, à Wattrelos, où elle a été successivement emballuseuse, ramasseuse, contrôleuse aux stocks et employée aux retours. Elle y est entrée en 1975, à 17 ans. «Ma grande sœur y bossait et elle m'avait dit qu'ils cherchaient du monde. Quinze jours après, j'étais embauchée.» Une période qui prendra fin le 1^{er} juillet, date à laquelle La Redoute a décidé d'arrêter le bus des mines, qui achemine gratuitement des salariées



Les «filles des mines» dans leur bus vers 1980.

de leur domicile, dans l'ex-bassin minier du Pas-de-Calais, jusqu'à leur lieu de travail dans le Nord, et les ramène chez elles à la fin de la journée.

Trente salariées au pied du mur

«Financièrement, ça ne sera pas tenable. Si je vais au travail par mes propres moyens, je ne pourrai plus manger», constate t-elle. Acheter, assurer et utiliser une voiture lui coûterait 500 euros par mois, une dépense que ses 1250 euros net mensuels – primes et 13^e mois compris – ne lui permettent pas d'assumer. Et ce ne sont pas les 1900 euros de primes

proposés par La Redoute pour passer le permis qui changeraient la donne.

Comme elle, près de 30 salariées de l'entreprise vivant dans le Pas-de-Calais mais aussi dans le Nord ont été mises au pied du mur il y a quelques mois. L'arrêt du bus ne leur offre que deux perspectives : se débrouiller pour faire la route ou ne plus venir du tout. Un coup dur pour celles qu'on appelle toujours les «filles des mines». Un surnom donné il y a plusieurs décennies par les gens du Nord à ces milliers de femmes qui travaillaient dans les usines de Roubaix et des environs, mais qui étaient originaires du Pas-de-Calais voisin, alors fertile en mineurs de fond.

La Redoute, La Lainière, Sartel... Toutes les grandes entreprises textiles du Nord avaient mis en place ce transport gratuit pour les salariés. En 1926, la direction de la Lainière (qui a fermé ses portes en 2000) avait pris contact avec la Compagnie des chemins de fer du Nord pour demander la mise en place de la ligne Libercourt-Wattrelos afin de faciliter le déplacement des salariées du Pas-de-Calais. Requête refusée. La Lainière a alors lancé l'un des tout premiers bus des mines au début des années 30. Un dispositif qui s'est généralisé entre les années 50 et 70. Cette logistique





Le Crédit Agricole Nord de France partenaire du Prix « Jeune journaliste de presse écrite généraliste »

En remettant le Prix du « Jeune journaliste de presse écrite généraliste » à Nicolas Richaud, le Crédit Agricole Nord de France se réjouit de soutenir un jeune professionnel venu au journalisme par conviction après une formation initiale et une première expérience dans le monde de la finance.

Le travail de Nicolas sur « le bus des mines » met en lumière une particularité régionale, raconte l'histoire de vies de femmes et les difficultés économiques dans le bassin minier. Il rend compte des évolutions qui interviennent souvent sans bruit dans la vie de la région.

Ce Prix décerné par le Club de la Presse souligne le dynamisme et l'initiative des jeunes talents et récompense la génération de journalistes qui éclot en Nord-Pas de Calais.

Etre responsable, éclairer, s'impliquer et contribuer à chaque niveau de la vie et du développement de notre région, ce sont ces valeurs fortes et cet ancrage régional que le Crédit Agricole Nord de France, banque coopérative et mutualiste partage aussi en Nord-Pas de Calais.

Direction de la Communication :

Viviane Olivo

Tél. : 03 20 63 69 79

viviane.olivo@ca-norddefrance.fr

Relations Presse :

Catherine Filonczuk

Tél. : 03 20 63 72 68

catherine.filonczuk@ca-norddefrance.fr

A propos du Crédit Agricole Nord de France

Structure bancaire régionale mutualiste de 260 000 sociétaires regroupés en 70 caisses locales, le Crédit Agricole Nord de France emploie 2800 collaborateurs au service de ses clients, répartis dans plus de 270 points de vente. Près de 75 % de ses équipes sont en lien direct avec la clientèle qui compte 1,1 million de clients.

Banque des entreprises, des institutionnels et des associations, la Caisse régionale est aussi la banque historique de l'agriculture en Nord-Pas de Calais.

Depuis 2007, le Crédit Agricole Nord de France est engagé dans une démarche RSE déclinée autour de trois axes : Protéger notre environnement et la biodiversité, valoriser les compétences des collaborateurs dans la diversité, participer au développement du territoire.

Grand Prix jeune journaliste de presse écrite locale

Marie Lagedamon

Pour son article

« *Dévouées, ces dames entretiennent les derniers « petits coins » de la ville* » paru dans La Voix du Nord édition Lens.



Son parcours

Diplômée en 2009 de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille en spécialité radio, après des études à Bordeaux, Marie Lagedamon alterne piges à *Radio France* et expériences dans la presse quotidienne régionale. En octobre 2010, elle décroche un long CDD au sein de l'agence de *La Voix du Nord* de Lens et découvre alors le bassin minier. Elle suivra avec un vif intérêt deux belles aventures : celle de l'ouverture du Louvre-Lens et la candidature au patrimoine mondial de l'humanité à l'UNESCO. En octobre 2012, elle est intégrée à la rédaction de *La Voix du Nord* d'Hazebrouck au poste d'éditrice. Sa mission est actuellement tournée vers le web, avec la mise en valeur des reportages sur le portail local et l'animation des réseaux sociaux. Elle souhaite approfondir dans le journalisme numérique pour s'essayer au reportage multimédia.

Son article

Les « dames pipi », une espèce en voie de disparition ? A Lens en tout cas il en reste au moins deux, fidèles au poste, que Marie Lagedamon a rencontrées. Dans ce lieu où l'on se retrouve tous égaux, elles partagent une petite partie du quotidien de tous ceux qui passent. Un sujet issu de la rubrique « les visages du dimanche ».

L'avis du jury

A travers son article, Marie Lagedamon fait preuve d'une vraie empathie. Elle arrive à nous faire vivre cette ambiance particulière, on y est, à côté de ces dames, on sent le citron... Un sujet très original, qu'il fallait trouver, traité avec une pointe d'humour et un style presque radiophonique, un bel article de presse locale.

Avec le soutien du Club de la presse Nord – Pas de Calais



LES VISAGES DU DIMANCHE

Dévouées, ces dames entretiennent les derniers « petits coins » de la ville



Marie-France ne se voit pas dans d'autres toilettes que celles de la gare, très fréquentées. Pour Maurice, le temps s'écoule plus lentement...



Le long de l'avenue du 4-Septembre, une enseignes allumées indique « Toilettas ». A Lens subsistent encore, discrets mais si pratiques, des WC publics entretenus par des dames. Nul besoin de sortir le porte-monnaie, nul risque de s'enfermer. Au contraire, ici on s'y éternise volontiers, c'est propre et sécurisé. On se surprend même à discuter avec les gardiennes du lieu, attachantes. Rencontre de Marie-France Leblanc et Maurice Henneau, des « dames pipi » épanouies.

PAR MARIE LAGEDAMON
PHOTOS DOLPHINE PINERO

« Quand on me l'a proposé, ça m'a fait drôle, j'ai pris ça un peu comme une punition parce que... j'aimais bien l'école, les enfants, je m'entendais bien avec les enseignantes. » Ancienne ATSEM (1), Marie-France Leblanc a commencé aux toilettes de la gare il y a cinq ans, à la suite de problèmes de santé. Son univers a radicalement changé.

Une petite table et une étagère en guise de bureau, et surtout trois toilettes de part et d'autre : pour les messieurs, les dames et les handicapés. Sol et carrelage rouge des murs sont impeccables. La musique du poste de radio « très important, sinon on fait triste, parfois on met un peu plus fort » est régulièrement perturbée par les pschitt-pschitt du désodorisant à la citronnelle : « Maman tu sens le citron », me dit-on quand je rentre. Tous les soirs je prends une douche mais la parfums reste imprégné sur mes mains, malgré les gants. » Aujourd'hui, Marie-France a retrouvé le sourire après avoir beaucoup pleuré. « Je n'arrivais plus à m'adapter. » La faute à des mésaventures, comme en 2009 « quand un monsieur, soi-disant handicapé a crié qu'il n'arrivait plus à se relever et voulait que je lui remonte le portalon. Je lui ai dit que je n'étais pas là pour ça, que j'allais aller chercher quelqu'un de la SNCF. Miraculeusement il a remis son pantalon et il est parti. Ça m'a déjà bien stressé. » Des jeunes gens turbulents l'insultant, des usagers peu respectueux des lieux. Marie-France préfère les oublier pour parler de ces

personnes qui l'ont aidée à s'adapter. « Je m'en suis fait presque des amis ». Hélas, de vacances lundi, elle a trouvé trois livres dans son vestiaire. « Souvent des gens qui viennent me voir me donnent des livres qu'ils ont lus, des bouquins, pour m'occuper, ils ne veulent pas les chercher, ils me les donnent, parfois je suis qui c'est, quelques fois non. » Il arrive aussi à Marie-France d'écouter les petites missions quotidiennes, d'orienter « des jeunes qui viennent me dire "j'ai été mis à l'école par mes parents", je leur dis "fais-leur que tu te retrouves là, peut-être qu'on peut t'aider". Souvent ils sont dans un foyer rural de Lille. »

Cagnotte de pipelette

Même si le pourboire est interdit, des personnes laissent quelques centimes : « on leur dit qu'elles ne sont pas obligées mais elles disent "non, c'est gentil, ça m'encourage". Quand les gens me disent ça, je suis vraiment très contente. Y a même des anciens professeurs qui viennent en ville, qui disent "avant je ne venais jamais dans les toilettes publiques, mais là maintenant j'ai plus peur d'y aller" ou des petites

jeunes filles qui arrivent, qui disent "ben tu peux y aller, c'est très propre". Là ça fait vraiment plaisir, on dit merci. » Avenue du 4-Septembre aussi, Maurice, la dernière arrivée dans l'équipe, a beau « rien mettre sur les tables, les gens doivent s'en occuper ». De quoi constituer une petite cagnotte « on se la partage avec ma collègue, quand on a envie d'un truc. » Il y a encore huit mois, Maurice assurait l'accueil à la salle Nohain mais des problèmes de genoux l'ont conduite ici. Plus spacieuses qu'à la gare, les toilettes ont été un peu personnalisées par Maurice et sa collègue. Calendrier, photos de leur chien, tableau du fil, sans oublier la radio. Comme pour Marie-France, les débuts ont été un peu difficiles. « Je

n'ai pas une fille à rester assise. Quand je suis arrivée ici, ça m'a un peu déstabilisé, mais à force on s'y fait. » Les heures passent plus vite les jours de marché, le mardi et le vendredi. « J'aime bien discuter, je suis une pipelette, l'autre le contact avec les gens. Y en a qui restent 20 minutes ici et ils me disent "on m'a vu très agréable, madame, vous nous avez parlé" et je leur réponds "ben j'ai que ça à faire, m'énerver, ricaner". Rester assise et vous écouter. Tant que mes toilettes sont propres, c'est le principal. » A quelques mois de la retraite en 2015, toutes deux le reconnaissent : plus que les toilettes, certaines personnes rencontrées ici leur manquent. Mais elles reviennent.

(1) ATSEM : agent territorial spécialisé des écoles maternelles.

COMBIEN SONT-ELLES ?

Trois toilettes publiques municipales sont ouvertes gratuitement au public du lundi au vendredi :

► à la gare, près de la tour-horloge, de 7 h 15 à 18 heures sans interruption ;

► le long de l'avenue du 4-Septembre de 7 heures à 18 h 15 ;

► route de la Bassée près de l'hôpital de 7 h 30 à 14 h 30.

Exceptionnellement, le samedi après-midi les toilettes publiques près de la piscine sont ouvertes en raison du marché de la Grande Résidence. Celles du parking Bollere sont accessibles à l'occasion des festivités du 14-Juillet.

Les toilettes publiques du parking de la République ont fermé. Maurice et Marie-France font partie d'une équipe de cinq agents (toutes des femmes), travaillant par demi-journée dans chaque service. Cet été, un homme est venu en renfort, effectuant des remplacements. Les agents ont à leur disposition un bouton d'alarme en cas de problème de sécurité.

Deux toilettes automatiques ont vu le jour au square Chochoy et derrière l'église Saint-Léger.

LES TOILETTES PUBLIQUES MUNICIPALES : DES POSTES AMÉNAGÉS

Laurent Bocq, chef de service (avec Patricia Greenwaghe, chef d'équipe) : « Cela permet de proposer à des personnes qui ont des problèmes de santé et en fin de carrière de rendre un service public à la population. Ces postes peuvent aussi être translatés en cas de reprise d'activité. » Ces toilettes seraient pérennes, la

mairie souhaitant préserver ce service public de proximité.

Si l'affluence de ces trois sanitaires est difficile à évaluer, elle s'avère élevée à la gare et les jours de marché le mardi et le vendredi avenue du 4-Septembre. Nul doute que leur fréquentation augmentera avec la venue des prochains touristes du Louvre-Lens.

Grand Prix jeune journaliste de télévision

Alice Rougerie

«De SeaFrance à Myferry Link : les sacrifices des "scopistes"» diffusé sur France 3 Nord -Pas de Calais



Son parcours

2ème de la promotion 2012 de l'ESJ Lille en spécialité télé, Alice Rougerie a déjà un CV étoffé. A son actif des expériences à *La Voix du Nord*, *LCI*, *France 3 Nord - Pas de Calais* et *France 3 Côte d'Azur*, Itélé comme rédactrice, présentatrice, pigiste, JRI... Un parcours dans le journalisme qu'elle avait amorcé en obtenant un master journalisme et communication à Sciences-po Lyon.

Son reportage

On a beaucoup parlé des difficultés et du devenir de SeaFrance. Relancée par l'engagement de ses salariés sous le statut d'une Société Coopérative et Participative (SCOP), la compagnie trans-manche n'est pas encore tirée d'affaire. Dernier épisode en date, une menace d'interdiction d'accès au port de Douvres à cause des liens qui unissent la société à Eurotunnel. Le reportage d'Alice Rougerie permet de mieux comprendre le travail des salariés qui ont pris leur destin en main. Ils sont tous dans le même bateau et tout le monde y met du sien. Un travail de terrain, qui nous fait découvrir les coulisses d'un ferry et les journées hors-norme de son équipage, du machiniste au commandant de bord. Le reportage est très informatif et fait prendre conscience de la lutte pour la survie d'une entreprise.

L'avis du jury

« Le choix n'a pas été évident tant les formats diffèrent en fonction des chaînes, les sujets proposés étaient techniquement tous au point. Le reportage d'Alice Rougerie a séduit par son originalité, sa façon de rendre compte du quotidien des Scopistes. Le montage notamment rend bien compte de la grande polyvalence dont ils doivent faire preuve.»

Pour vous
HEINEKEN, c'est une
marque de bière ?



 **HEINEKEN**

en France c'est aussi,
4 grandes marques de bières...



...et bien d'autres encore.

HEINEKEN en France, est aujourd'hui leader* du marché brassicole avec plus de 15 marques de bières et 3 brasseries. HEINEKEN en France, est aussi avec sa filiale France Boissons la première** entreprise nationale spécialisée dans la distribution de boissons pour la Consommation Hors Domicile. Le Groupe HEINEKEN en France, qui emploie plus de 4 000 collaborateurs, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,77 milliard d'euros en 2012. Sa double activité de brasseur et distributeur lui permet d'être présent chaque jour auprès de 60 000 clients via un réseau de 80 centres de distribution répartis sur toute la France.

Pour en savoir plus :
www.heinekenfrance.fr

 **HEINEKEN**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

Grand Prix jeune communicant

Marion Ragot

pour sa page campagne de communication sur Facebook
« *Ma santé en Nord- Pas de Calais* »
pour l'Agence Régionale de Santé du Nord – Pas de Calais.



Son parcours

Après un master en Marketing Communication Culture à l'IAE de Lille obtenu en 2009, Marion Ragot a débuté sa carrière au sein du laboratoire pharmaceutique Roche. Elle intègre ensuite l'équipe du service communication de l'agence régionale de santé (ARS) Océan Indien puis rejoint celle du Nord - Pas-de-Calais. Passionnée par les nouvelles technologies, sa mission est de déployer la communication digitale de l'Agence à travers la marque « *Ma santé en Nord – Pas-de-Calais* ».

Sa campagne

L'Agence régional de santé a lancé en 2012 le dispositif « *Ma santé en Nord – Pas de Calais* » avec pour objectif de développer sa notoriété auprès du grand public et des professionnels. Une stratégie entièrement basée sur le numérique, avec notamment une présence sur les réseaux sociaux. Facebook peut être un relais pour les messages de prévention, d'information de l'Agence. Tout le travail consiste donc à créer des contenus adaptés pour des publics que l'ARS ne touche pas par des moyens de communication plus classique.

L'avis du jury

«L'aspect sérieux est bien contrebalancé par le dynamisme du graphisme et l'iconographie interpellante. Face à un public vaste et des sujets pas faciles, le traitement simple et ludique retient l'attention et permet de faire passer les messages d'information, de prévention... Pour une page Facebook institutionnelle, c'est un beau challenge! »

WEB - LA PAGE FACEBOOK D'UNE INSTITUTION PUBLIQUE *Ma santé en Nord - Pas-de-Calais*

L'année 2012 a été marquée par la mise en place du dispositif de communication digital 'Ma santé en Nord - Pas-de-Calais'. Une nouvelle marque, tournée vers un public très large avec un objectif, créer une image de proximité, d'efficacité et de transparence grâce des outils interactifs : un site communautaire, une présence sur les réseaux sociaux, une newsletter hebdomadaire et des tchats réunissant des experts de la santé. Ce dossier réalise un focus sur notre page facebook réalisé en octobre 2012.



UNE PRÉSENCE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX LA PAGE FACEBOOK

- Objectif de la campagne : créer une image de proximité, d'efficacité et de transparence grâce à une tonalité ludique, un contenu de services et un mode interactif
- Période : création en octobre 2012
- Public atteint : 700 personnes aiment aujourd'hui la page, certaines publications sont visibles par plus de 4.000 personnes.



Ma santé en Nord - Pas-de-Calais, c'est votre nouveau rendez-vous web pour mieux prendre soin de sa santé, au quotidien ! Les équipes de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du Nord - Pas-de-Calais vous informent, vous guident. Partagez, commentez !

Descriptif de la page Facebook

www.facebook.com/masanteennordpasdecals

Un ton léger et convivial

Siège de la convivialité et de l'interactivité, où l'on partage davantage ses informations avec ses amis et sa famille qu'avec ses relations professionnelles, la sphère Facebook utilise un langage direct et une écriture plus proche du style parlé que littéraire. Le ton y est léger, invite à la réaction, aux commentaires.

Des informations

pratiques et ludiques

Sondage, alertes canicule, conseils 'grand froid', initiatives sportives dans la région, animations dans les établissements de santé, offre d'emplois, etc.



En remettant le prix du « jeune communicant », la Banque CIC NORD OUEST entend soutenir et encourager les initiatives des jeunes professionnels de la communication.

Pour la deuxième année consécutive, c'est un Communicant de l'Agence Régionale de Santé du Nord/Pas-de-Calais, Marion RAGOT, qui voit sa campagne de communication digitale, sur la marque nouvellement créée « Ma santé en Nord/Pas-de-Calais » récompensée. Ce prix salue à nouveau le dynamisme dont font preuve les communicants de cette institution publique et plus généralement des professionnels de l'information et de la communication dans le Nord/ Pas-de-Calais.

Depuis près de deux siècles, la Banque Scalbert Dupont, devenue le CIC Nord Ouest, accompagne le développement économique de notre région en étant au plus proche géographiquement et humainement des préoccupations des acteurs du tissu local, en finançant les projets de ses entrepreneurs et de ses habitants, mais participe également à son attractivité en étant partenaire de son actualité culturelle.

Les valeurs régionales portées depuis toujours par la Banque CIC NORD OUEST et partagées avec le Club de la Presse ne font qu'enrichir ce partenariat dont nous sommes fiers.

Isabelle RONDOUX

Directeur de la Communication du CIC NORD OUEST



Grand Prix du reportage

Bernard Virel

pour son article
« *Lieux de mémoires : se souvenir au bord de la route* »
paru dans la *Voix du Nord*.



Son parcours

Bernard Virel a rejoint La Voix du Nord en 1985 et n'a plus quitté le quotidien régional. D'abord secrétaire de rédaction pour l'édition Valenciennes, il rejoint celle de Lille en 1994 en tant que localier. Six ans plus tard il devient adjoint de l'édition lilloise, avant d'en devenir le responsable. En 2006, il intègre le service région pour s'occuper entre autres, des questions de la santé. Passionné de marathon, il en a déjà couru une trentaine, il sera au départ de celui de New York le 3 novembre prochain.

Son reportage

On en croise souvent et on se demande souvent ce qu'elles font là ; qui a installé ces stèles au bord des routes et pourquoi ? Voilà le point de départ de ce reportage. A travers les témoignages de plusieurs familles, mais aussi des autorités compétentes, le lecteur trouve enfin une réponse à cette question

L'avis du jury

« *Une belle façon de contourner les marronniers de la Toussaint. En partant d'une question que tout le monde s'est posée au moins une fois, Bernard Virel donne les clefs pour comprendre un phénomène méconnu. Un sujet original qui prouve que l'on peut encore faire des reportages inédits à côté de chez soi...il suffit d'en avoir l'idée. »*

TOUSSAINT

Lieux de mémoire : se souvenir



Hier matin, à Lesquin, Fabien, Chantal, Sophie et Anaïs se recueillent devant la stèle à la mémoire de Grégory. À Monchy-le-Preux, ce sont Joël et Murielle qui se

LES CLÉS

1. La Toussaint

Aujourd'hui, des milliers d'habitants de la région vont se rendre au cimetière. Un moment important pour se souvenir. Certains le font également au bord des routes, au pied de stèles dédiées à la mémoire d'un proche décédé.

2. La réglementation

En clair, ces monuments ne sont pas autorisés, juste tolérés. Et cela se passe globalement bien, même si parfois on demande aux familles de déplacer le projet de quelques mètres, pour des raisons de sécurité. Mais à l'avenir, certains voudraient se montrer plus restrictifs sur cette tolérance.

3. L'essentiel

Pour l'Église, comme le souligne le père Jean-François Bordier, le plus important est de se souvenir. Qu'importe où, au fond : au cimetière, au bord des routes. Car ces souvenirs réactualisent notre bonheur d'avoir été avec le proche aujourd'hui disparu.

Ils fleurissent de plus en plus au bord des routes... Des lieux de mémoire comme autant de balises qui témoignent de vies brisées, à jamais. Des années après, les proches continuent de se recueillir et d'entretenir les lieux.

PAR BERNARD VIREL
region@la-voixdu-nord.fr
PHOTOS PATRICK DELECROIX
ET CHRISTOPHE LEFEBVRE

« Cette stèle, c'est l'une de nos promesses... » Sur le bord de cette route de Cambrai, désormais maudite, à hauteur de Monchy-le-Preux, Murielle et Joël Mopty sont de retour, comme toutes les semaines. À l'endroit même où leur fils, Miguel, motard, 26 ans, a perdu la vie il y a cinq ans et demi, dans un choc avec un tracteur. Comme la stèle le rappelle à tous les passants : une photo, des fleurs multicolores et une plaque avec une épitaphe qui résume tout : « S'il pou-

sait une fleur à chacune de nos pensées pour toi, la terre serait un immense jardin. »

L'endroit est très bien entretenu. Les bulbes pour les fleurs d'été sont même déjà plantés. « Il arrive aussi qu'on retrouve des fleurs déposées par des motards. » Pour eux, venir à l'endroit même du drame est capital. « Même si on ne comprendra jamais ce qui s'est passé », reconnaît le père. « Mais c'est ici que se sont passés ses derniers instants, alors... », souligne la maman, des larmes coulant sur son visage. La douleur est à fleur de peau. À cet endroit, pas de prières – le sujet est délicat –, mais juste un partage, en pensées, avec Miguel.

« On ne pourrait pas faire sans venir, c'est comme ça », reconnaissent-ils. Ce qui n'empêche pas Murielle et Joël d'aller au cimetière,

« C'est notre façon de vivre... Je crois que sans ça, je m'en irais. » (Murielle, maman de Miguel)

deux fois par jour. « On va lui dire bonjour le matin et au revoir le soir », racontent-ils. Sans souci du qu'en dira-t-on. « C'est notre façon de vivre », précise Murielle. Je crois que sans ça, je m'en irais. » Sûr, au fond d'elle, que Mimi – le surnom de son fils – la stimule chaque jour. Comme lorsqu'elle choisit de préparer le permis – c'est en cours – avec l'espoir de conduire un jour la voiture de son fils, achetée peu de temps avant le drame et conservée précieusement.

L'autre promesse faite à Miguel

Le père, lui, n'est pas peu fier d'avoir refait sa moto – l'autre promesse faite à Miguel –, pièce après pièce : « Il y tenait beaucoup. On n'aurait pas su la mettre à la ferraille. Elle est comme à l'origine. » Et demain ? « Tant qu'on en aura la force, on viendra sur cette stèle et, après, mes beaux-frères, mon autre fils m'ont dit qu'ils viendraient l'entretenir. » Pour que perdure, coûte que coûte, le souvenir...

À des dizaines de kilomètres de là,

« Un lieu pour rappeler sa mémoire et pour sensibiliser. » (Chantal, maman de Grégory)

à Lesquin, Chantal Delsalle a elle aussi installé une stèle, sur les lieux mêmes où son fils, Grégory, a perdu la vie, à l'âge de 39 ans. Sa photo, la date de l'accident, un monument très sobre... Là aussi, tout rappelle un sinistre jour (en l'occurrence un samedi de mars 2011). « J'ai voulu faire ce lieu pour rappeler sa mémoire et pour sensibiliser ceux qui passent devant », confie Chantal Delsalle, engagée, elle, dans un combat.

« Je veux aussi que les gens comprennent les méfaits de l'alcool et du mensonge. C'est désormais ma lutte », explique-t-elle, pointant du doigt la responsabilité du pilote, qui a, lui, survécu. Une manière aussi d'exorciser sa douleur. Alors, elle aussi vient régulièrement, seule ou en famille, pour se souvenir quelques instants. Comme hier

au bord de la route



souviennent de Miguel, leur fils.

matin avec la compagne et la fille de son fils décédé, mais aussi son frère jumeau, Fabien.

Un hommage à la date anniversaire

« Bien sûr, explique-t-elle, il y a aussi le cimetière où il est enterré. Mais ici, c'est important aussi, autre chose, le lieu où tout s'est arrêté. » C'est d'ailleurs là, à la date anniversaire du drame, que famille et amis se sont aussi retrouvés il y a quelques mois pour un hommage. « On le fera en mars prochain », promet-elle. Régulièrement, elle aussi voit des fleurs déposées près de la stèle, par des anonymes.

Preuve que le souvenir vit au-delà même de la famille et continuera sans doute encore longtemps. « De toute façon, tant que je serai valide, j'entreprendrai les lieux... Et puis d'autres proches le feront aussi quand je ne pourrai plus peut-être le faire. » Des mots qui sonnent comme une promesse, à jamais gravée en ces lieux, même de manière symbolique. « Vous savez, le man-que est toujours là... » ■

Si ces mémoriaux au bord de la route sont très répandus dans certains pays, ils sont plus récents chez nous. Mais que dit la réglementation ? « J'ai demandé l'autorisation », précise d'emblée Chantal, qui ne voulait pas partir dans une telle réalisation « sans accord », dans la métropole lilloise. Il fut donné. De leur côté, Joël et Murielle, dans un endroit beaucoup plus isolé, se sont lancés sans inquiétudes et sans demande particulière. Personne ne leur a jamais rien dit. Qui oserait finalement ? « Il y a une forme de tolérance tout à fait naturelle », reconnaît Olivier Formentin, directeur adjoint en charge de la voirie départementale au conseil général du Nord. Même s'il ne minimise pas les soucis que cela peut poser : « C'est vrai qu'on est régulièrement contacté par des familles... D'une manière générale, le Département n'est pas favorable à l'implantation de stèles commémoratives ou dispositifs qui peuvent créer des obstacles au bord des rou-

« Ils nous aident à vivre »

Jean-François Bordarier, prêtre à Lambersart, évoque l'importance des lieux de mémoire. Sur le bord des routes ou ailleurs...

– Que pensez-vous des lieux de mémoire de plus en plus nombreux au bord des routes ?

« Cela interpelle l'Église. Tout simplement parce que rien de ce qui est humain ne lui est étranger. Et ces endroits, avec des croix ou des gerbes, sont l'expression de gens qui ne veulent pas oublier. C'est important. D'ailleurs, ça impressionne forcément que des gens, des années après, continuent d'aller se recueillir à l'endroit où l'un de leurs proches a perdu la vie. »

– À quoi servent les lieux de mémoire ?

« Pour ces personnes, ces lieux de mémoire réactualisent la peine qui était la leur au moment de l'accident de leur proche. Mais les lieux de mémoire ne sont pas seulement des lieux de souvenirs ; ils révoquent aussi ce qu'on a vécu de bien et notre amour qui est toujours vivant pour le défunt. Ils nous transforment, en quelque sorte. Dans un autre registre, je reviens d'un pèlerinage en Terre sainte et certains endroits m'ont bouleversé, comme le jardin des Oliviers ou le puits de la Samaritaine. Des lieux qui m'ont rappelé le Christ, comme à tout chrétien, et qui forcément redynamisent notre foi... »

– Finalement, peu importe où se trouvent ces lieux ?



Pour le père Bordarier, « ce qui importe, c'est qu'ils existent ».

« Effectivement, le plus important est qu'ils existent. Bien sûr, il n'y a pas que ça. Il y a bien d'autres moments où l'on pense à nos défunts. Mais il y a des moments où l'on a besoin d'être physiquement au plus près d'eux, au cimetière notamment. J'aime par exemple aller au cimetière, dans le Sud, pour me recueillir auprès de mes parents, même forcément pas très souvent. Mais leur présence devient alors, comme pour beaucoup de gens, "actuelle". Les lieux de mémoire nous aident à vivre le présent. On en a besoin. Car vivre, c'est aussi avoir une mémoire. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR B. V.
PHOTO ARCHIVES PHILIPPE PAUCHET

C'est la tolérance qui leur permet d'exister...



Certains lieux de mémoire sont déplacés de quelques mètres pour une question de sécurité. PHOTO PATRICK JAMES

tes et poser des problèmes de sécurité. » D'autant qu'Olivier Formentin voit plus loin : « Cela peut poser notamment des problèmes pour les personnes qui iraient se recueillir sur ces sites. » Mais là encore, pas question d'appliquer un règlement à la lettre :

« Dès que la configuration de la voirie le permet, on assouplit notre position. Parfois, on s'arrange même avec la famille pour déplacer le projet de quelques mètres, pour une meilleure sécurité. » Un avis partagé par Claude Ganier, directeur adjoint à la DIR (direc-

tion interdépartementale des routes) Nord : « Ces lieux de mémoire ne sont réglementairement pas autorisés puisqu'ils sont érigés sur le domaine public... Ils sont aujourd'hui tolérés dès lors qu'il n'y a pas mise en danger des usagers de la route et des personnes souhaitant entretenir ces lieux. »

Plus de restrictions ?

Mais les temps changent et leur multiplication semble interpeller la DIR Nord. « Celle-ci va être, confirme Claude Ganier, plus restrictive sur cette tolérance. D'autant plus que certains lieux de mémoire sont érigés suite à des accidents où la conduite inconsidérée et irresponsable du chauffeur est avérée (vitesse excessive, alcool, stupéfiants). » De quoi peut-être changer à terme la donne. Pour une tradition très vivace dans certains pays (États-Unis, Grèce, Irlande) – des sites Internet recensent même les lieux – et qui peu à peu a fini par envahir la France, et particulièrement la région. ■ B. V.



BERNARD VIREL

L'essentiel

« Et vous, vous en pensez quoi ? Cela vous semble trop ? » C'était hier matin... La réflexion d'une maman éplorée, des années après le drame, la perte d'un fils. « Je pensais que ça allait passer, avec le temps, on me l'avait même dit, mais ce n'est pas possible. » Alors, que lui répondre devant la stèle ? Rien ou si peu, des mots de compassion... Car personne, bien évidemment, n'ira la juger, jamais, dans son cheminement douloureux. La démarche d'installer un tel lieu mérite le plus profond respect. L'essentiel n'est-il pas que cette maman puisse, comme le précise si bien le père Jean-François Bordarier, revivre des moments perdus ? Des souvenirs qui « réactualisent » le temps qui passe. Pour mieux continuer. Alors, que ça se passe sur une départementale, au cimetière, à la mer ou ailleurs, qu'importe... La vie est partout finalement et ceux qui nous ont quittés nous semblent d'un coup beaucoup plus présents, quand les souvenirs les font revivre, en direct, sur place. N'est-ce pas l'essentiel ? ■

Partenaire du Grand Prix du reportage La Banque Populaire du Nord

En quelques chiffres ...

Au 30/12/2012 :

- 139 agences réparties sur l'Aisne, les Ardennes, le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme
- 1300 collaborateurs
- 278.000 clients
- Produit Net Bancaire : 180,7 millions d'euros
- Résultat Net après impôts sur société : 22,3 millions d'euros

- 126 000 sociétaires à aujourd'hui

La Banque Populaire du Nord c'est ...

... une banque qui participe plus que jamais à l'économie régionale avec, **en 2012, 20 000 projets financés pour plus d'un milliard d'euros.**

La Banque Populaire du Nord a également effectué **27% de prêts à la création d'entreprise** sur son territoire (à fin sept. 2013, source BPIFrance), s'inscrivant ainsi comme son 1er distributeur.

C'est aussi ...

- ∞ La banque d'un enseignant sur deux
- ∞ La banque d'un artisan sur trois

Une banque mutualiste et régionale

Née dans les années 20, la Banque Populaire du Nord est l'œuvre d'artisans, commerçants et petits industriels oubliés par le système bancaire traditionnel qui décidèrent de s'unir localement afin de s'entraider et de se doter de moyens financiers indispensables à leur développement.

Banque mutualiste, la Banque Populaire du Nord est avant tout une association de personnes puisque son capital appartient à ses 126 000 sociétaires. Elle profite donc des expériences de ces femmes et de ces hommes pour soutenir ceux qui entreprennent : particuliers, PME, artisans, commerçants ou indépendants sont ses clients naturels.

Grâce à eux, la Banque Populaire du Nord participe pleinement au développement économique, social et humain de sa région.

Contact presse :

Fabrice Fruchart

Directeur de la Communication

Banque Populaire du Nord

03 28 45 61 25

fabrice.fruchart@nord.banquepopulaire.fr

Grand Prix de l'enquête :

Marie Raimbault

pour son article
« *La terre agricole, citadelle assiégée* »
paru dans *Eco121*.



Son parcours

Diplômée de Science Po Lyon et du CELSA à Paris, Marie Raimbault a commencé sa carrière en agence de communication institutionnelle à Paris, puis dans une agence de design à Londres et finalement en 2007 elle rejoint l'agence lilloise RP carrées.

Le goût de la rédaction et de l'information l'ont poussé à concrétiser une reconversion voulue de longue date dans le journalisme en 2010. Elle devient pigiste, notamment comme correspondante lilloise du magazine national *Ville Rail et Transports* et en travaillant pour différents titres du groupe Moniteur (*Le Bulletin Européen du Moniteur*, *Le Courrier des Maires*, *la Gazette des Communes*, *Le Moniteur*). En 2012 elle rejoint la rédaction d'*Eco121*.

Son reportage

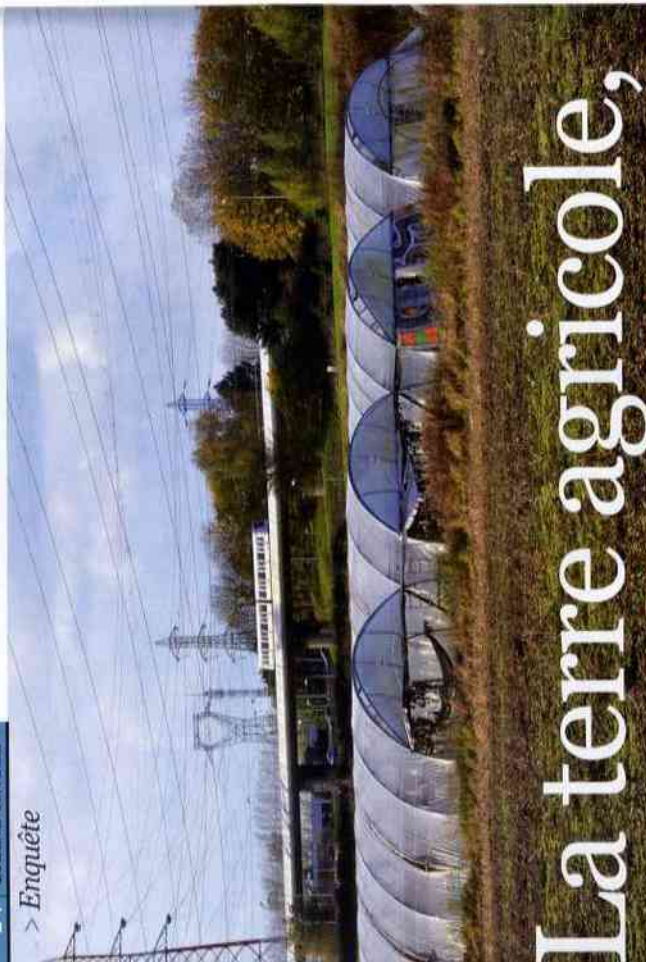
Tiré du numéro de Décembre-Janvier d'*Eco121*, mensuel d'information économique régional, l'article de Marie Raimbault aborde un sujet encore peu traité : la diminution des surfaces agricoles dans notre région. On comprend mieux le paradoxe actuel, tiraillé entre l'étalement urbain, l'expansion économique, la perte de terres parmi les plus fertiles de France, l'agriculture intensive et les conséquences sur la biodiversité...

Gaspillage, mal nécessaire, Marie Raimbault nous éclaire sur le devenir de ce qu'elle qualifie de « *citadelle assiégée* ».

L'avis du jury

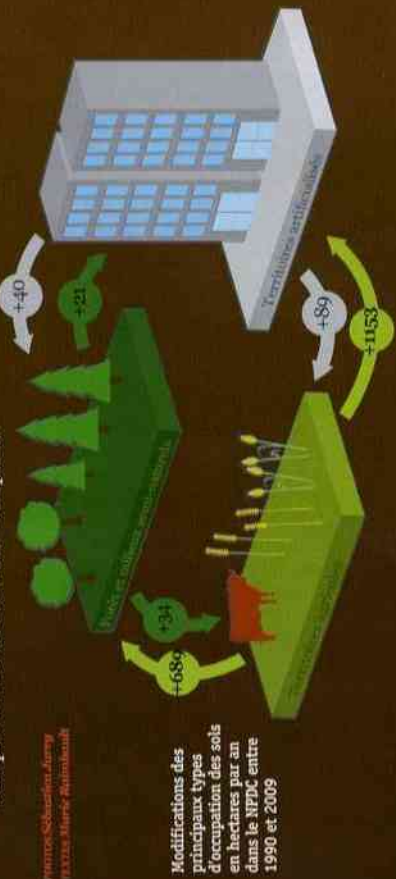
« *On apprend beaucoup de choses en lisant cette enquête. La journaliste relate les points de vue des nombreuses parties prenantes du dossier. Un sujet complexe et peu traité, qui se révèle intéressant, complet et bien écrit* ». Malgré un débat animé, sur le choix des sources notamment, une majorité des membres du jury a soutenu cette candidature.





La terre agricole, citadelle assiégée ?

Étalement urbain, créations de zones d'activités... Chaque année, des milliers d'hectares de terres agricoles disparaissent. Notre région bénéficie pourtant, avec ses sols de grande qualité et son climat tempéré, des meilleurs rendements agricoles de France... Entre agriculture et urbanisation, toutes deux extensives, la biodiversité trinque. Jusqu'où ? Eco121 a mené l'enquête.



Qui peut contester les projets du Canal Seine Nord ? L'extension de la plateforme logistique Delta 3, la création, demain, d'un pôle multimodal à Marquigny ? L'implantation d'Amazon sur un parc de 40 ha gagné sur les terres agricoles ? La CCI Grand Lille réclame encore il y a peu par la voix de son président Philippe Hourdain 2000 hectares pour le développement économique dans le Schéma de cohérence territoriale de Lille Métropole. Dans notre région très urbanisée, à l'habitat largement horizontal, les surfaces disponibles sont bel et bien devenues l'objet de toutes les convoitises. Et la terre agricole une citadelle assiégée, reglée de toutes parts. Entre 2006 et 2010, 327 000 hectares de terres agricoles ont disparu en France. « À ce rythme, 11 % de la surface agricole va disparaître d'ici 2050, soit 15 % de la production agricole », explique Stéphane Ledecq, responsable du marché agricole au Crédit Agricole Nord de France. Selon l'expert, on urbanisait 40 000 ha/an en 1990, 78 000 aujourd'hui, quasiment le

double. La France perdrait l'équivalent d'un département agricole tous les 7 ans. Dans ce contexte, la région est particulièrement mal lotie. L'essor de l'industrie textile et du charbon a provoqué une forte extension des zones urbaines. Sa position de carrefour a entraîné un développement important d'infrastructures. Initialement plus pauvre en espaces naturels que d'autres régions, le Nord-Pas-de-Calais se caractérise aujourd'hui par un fort taux d'artificialisation - 16% du territoire, le double de la moyenne hexagonale, une forte place de l'agriculture et une faible place laissée aux espaces naturels. Entre 1990 et 2010, 21 000 ha ont été artificialisés dans la région. L'agriculture a perdu 35 000 ha, soit 3,5% de sa surface. « Nous ne sommes pas raisonnables sur le foncier. Nous avons un comportement d'enfants gâtés avec la terre. L'état est dans une situation d'endettement considérable, consommation, gaspillage. En matière de foncier, c'est pareil », commente Jean-Bernard Bayard, Président de la Chaire d'agriculture régionale.

« Nous avons un comportement d'enfants gâtés avec la terre ».

JEAN-BERNARD BAYARD, Président de la Chaire d'agriculture régionale.

Rare et chère

Les causes du phénomène sont multiples. Au premier rang, l'accroissement de l'habitat résidentiel (+ 3600 ha entre 1990 et 2010). Le modèle de la maison individuelle au centre de sa parcelle, assortie de son jardin, chère aux habitants de la région, est gourmande en foncier. La région n'échappe pas au phénomène de la déshabituation, qui concourt à l'induction de logements, sans baisse démographique. Vient ensuite

3 questions à William Loveluck, chargé de mission à l'association Terre de liens Nord - Pas-de-Calais

« Le milieu est opaque. Souvent, les ventes de terrains ne sont pas connues »

Quelle est la vocation de Terre de liens ?

Créée en 2003, l'association vise à changer le rapport à l'agriculture, à la terre, et plus précisément à la propriété foncière. L'association œuvre en faveur d'un accès collectif et solidaire à la terre et promeut une agriculture biologique et paysanne. Notre objectif est notamment de favoriser l'accès à la terre à des jeunes qui veulent s'installer.

Terre de liens achète des terres pour y installer des agriculteurs ?

L'association conseille les agriculteurs. Elle met en relation les vendeurs et les acheteurs de terre. Et se positionne pour acheter des terres quand elle le peut. Mais le milieu est opaque. Il y a une quarte du foncier et la profession n'a pas toujours accès à ce qu'une mise en vente soit connue de tous. Via sa structure d'investissement, La Foncière Terre de liens, l'association finance l'acquisition de terres pour y installer des agriculteurs. Depuis 2008, cinq fermes sont ainsi devenues la propriété de la société. C'est assez peu, mais le marché est restreint. Le foncier est très important dans la région et l'accès à la terre a essentiellement lieu par transmission de bail.

D'autres pistes pour préserver le foncier agricole ?

L'association défend ses positions en amont de la constitution des SCoT. Nous essayons de voir jusqu'où nous pouvons pousser un schéma d'aménagement pour y intégrer non seulement la question de la préservation des terres agricoles mais aussi celle de leur usage. Il nous paraît capital de sortir du modèle unique de l'unitaire pour développer une agriculture plus résiliente, source d'emplois locaux et de produits de qualité, dédiés à la région.



Repères

- 327 000 hectares perdus en France entre 2006 et 2010, soit 5000 agriculteurs en moins
- Entre 1990 et 2010, 21 000 ha ont été artificialisés dans la région. L'agriculture a perdu 35 000 ha, soit 3,5 % de sa surface.
- Taux d'artificialisation : 16%
- du territoire, 8% en France
- forte place de l'agriculture : 73%, contre 66% en moyenne en France
- faible place laissée aux espaces naturels : 9% contre 30% en France.



► s'ajouter les entreprises industrielles (+ 1200 ha), et commerciales (+ 481 ha) puis les infrastructures. Corollaire de cette rarefaction des terres agricoles, leur valeur s'envole. « Il y a une compétition terrible sur l'acquisition des terres. Et une pression énorme sur les prix. Sur le littoral, les terrains attirant des sommes folles. Vendre des terres agricoles en rue d'un changement d'affectation peut s'élever plus facilement que le trafic d'héroïne ! », ironise Jean-Marc Valet, directeur du conservatoire botanique de Baillieux. Le faible niveau des retraites encourage certains exploitants à vendre leur terrain au plus offrant. Au final, l'accès au foncier est encore plus difficile qu'il y a quelques années. Et encourage davantage l'agrandissement des exploitations existantes que l'implantation de nouveaux agriculteurs. Les chiffres en témoignent. Depuis 1970, la surface moyenne des exploitations a triplé, passant de 19 à 60 hectares, quand leur nombre a été divisé par 4, passant de 48 000 à 12 000.

Corridors bio et densification

Mais le problème ne se résume pas à la contraction des terres agricoles. Leur qualité se dégrade considérablement. Les effets conjugués de l'agriculture intensive et de la réduction des milieux naturels ont en effet des effets dévastateurs sur la biodiversité. Selon l'observatoire régional de la biodiversité, la moitié des espèces végétales sont menacées de disparition et la terre s'appauvrit gravement (voir notre interview de Jean-Marc Valet).

Le constat est noir ? Parmi les pistes

C réées dans les années 50, ces sociétés privées, dotées de missions de service public ont un rôle majeur dans la gestion du foncier agricole. À l'époque, l'agriculture représentait 60% du territoire national. La préservation était de surcroît la mission de la Safer consistant, par le biais d'achat et de vente de foncier, à maintenir, structurer et agrandir les exploitations agricoles. Afin d'augmenter leur productivité et leur rentabilité. Avec la construction des grandes infrastructures - l'A1, la ligne à grande vitesse - elles ont développé des compétences de médiateurs. Elles se sont mises à gérer la recherche de terrain et à octroyer le puzzle de parcelles nécessaires à des aménagements. Et à la compensation des pertes de propriétés expropriées.

Depuis, l'espace agricole s'est réduit. Et est devenu l'objet de toutes les convoitises. De ce fait, les Safer ont intégré la gestion du foncier dans une problématique globale d'aménagement du territoire et de préservation de l'environnement. Elles sont aussi bien sollicitées par des agriculteurs en recherche de terres que par une collectivité pour un projet de voirie. Leur officine mission consiste à distribuer les terres « le mieux possible ». L'Etat a souhaité en faire des instances de dialogue et de concertation. Il a ainsi confié son administration au monde agricole. Dans la région, il compose une large partie de l'actionnariat : FISEA, Jeunes agriculteurs... Particularité locale, les collectivités sont plus impliquées qu'ailleurs dans la Safer. Le Conseil régional détient 23% du capital, les conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais 10% chacun.

La Safer, médiateur du foncier agricole



La Safer est le point de passage obligé de toute transaction de foncier rural, et donc agricole. Elle a un double rôle d'observation et de gestion de ce marché. Toutes les transactions doivent lui être notifiées, ce qui permet de concentrer les données statistiques du marché. Elle intervient par ailleurs en achetant des terres pour les allouer à des candidats. « La terre devient de plus en plus difficile à trouver. Pour une installation, nous avons 15 candidats », explique Hubert Bourgeois, directeur général délégué de la Safer Francières Aérois. Une rarefaction corrélatrice à une hausse des prix.

Opérations « fantômes »

« On est dans une tendance haussière continue, de 3 à 4% par an pour des terres occupées et jusqu'à 10 voire 15% pour des terres libres », poursuit l'expert. Si la Safer a noté une stabilisation de l'année dernière, les prix continuent d'augmenter. « Entre 1997 et 2007, on perdait 2000 ha par an dans la région, ce qui est énorme. Depuis 2008, on est descendu autour de 1300 à 1400 ha par an. Mais il ne faut pas créer une valeur refuge », ajoute Hubert Bourgeois. Si elle ne veut pas parler de spéculation à proprement parler, la Safer constate une véritable barrière sur le marché. Elle voit émerger des opérations dites « fantômes » de vente de terrains qui lui échappent. Les transactions, opérées par le biais de vente d'actions, ne transmettent pas par les notaires. Chaque année, elle exerce son droit de préemption, sur un dixième des transactions. Quand elle estime le prix de vente exagérément élevé, elle bloque la vente. « Je pourrais faire très peur ! Et crée une forme d'auto-censure. Heureusement, nous sommes des médiateurs, nous sommes toujours de relayer les opérations à l'amiable avant d'en arriver à la préemption, ce qui fonctionne heureusement dans la majorité des cas », conclut Hubert Bourgeois.



« Il faudrait des projets plus verticaux avec des parkings souterrains ou sur les toits ».

STEPHANE LUDUC, Responsable du marché agriculture du Crédit Agricole.

L'été prône par ailleurs un doublement de la forêt d'ici 2030. « Il faut de la biodiversité pour le sol agricole. Que ce soit de la bande enherbée, des talus, de la haie, de l'agroforesterie. La forêt, c'est à la fois de la biodiversité et de l'attractivité économique. Dans la région, on a le meilleur ratio d'emploi de la filière », poursuit l'expert écologiste. Les agriculteurs, hostiles à cette ambition jugée consommatrice de foncier, plaident davantage pour une optimisation de l'espace dans la construction des zones d'activités. « En Allemagne, pour des projets similaires, on a 90% de consommation de foncier en moins. Il faudrait pousser les projets plus verticaux, avec des parkings souterrains ou sur les toits. Et travailler sur les friches industrielles, la région en est pleine ! », rappelle Stéphane Luduc. Densifier donc, une orientation qui est celle de la Région et de Lille Métropole depuis plusieurs décennies déjà, notamment avec l'approche de « Ville reconquise », économie en espère. Les schémas d'occupation territoriale peuvent imposer des règles de densité. Le pouvoir est réparti dans les mains des maires et des élus, des conseillers en la matière. Ceux-ci sont très souvent confrontés à un dilemme bien connu : à limiter l'arrivée de nouveaux projets.

« Copingham, Lambersart, Gruson, Salomé, un certain nombre d'opérations, notamment de logements, ont été annulées ou modifiées du fait de mouvement d'associations d'habitants, hostiles à ces projets », explique Catherine Martos, à l'Agence d'urbanisme de Lille. Alors que les territoires sont dans une véritable compétition pour attirer des projets économiques et des habitants, il semble difficile pour un élu d'être exécutif en matière de consommation de foncier. Et pourtant, il faudra bien, la ressource étant finie.

La région vient d'adopter son schéma régional du climat dans lequel figure l'objectif de diviser par 3 la consommation d'espace au profit de l'artificialisation. Le gouvernement, de son côté, a fixé l'objectif de 0% d'artificialisation des terres d'ici 2030.

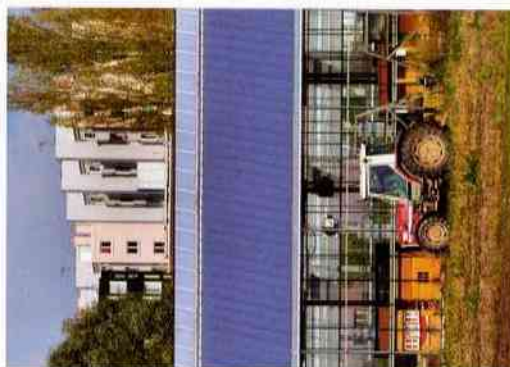


Repères

- 13 000 exploitations.
- Les surfaces agricoles représentent 16% du territoire.
- Les agiles couvrent 2/3 du territoire.
- L'agriculture occupe 70% du sol, soit 850 000 hectares de surface agricole utile.
- 4 millions d'habitants ont 6,7% de la population française sur 2,3% du territoire.
- Une des premières régions agroalimentaires de France : 450 entreprises, 15,5 milliards d'euros de CA et 35 000 salariés. Elle contribue à hauteur de 24% du CA des 144 nationales.

évoquées par les spécialistes de tous bords, deux orientations s'imposent : créer des corridors biologiques et maîtriser l'étalement urbain.

Emmanuel Cau, élu ELIV et Vice-Président du Conseil régional en charge de l'aménagement du territoire et de l'environnement défend la « Traite verte et bleue ». Cette politique publique dédiée aux niveaux local, régional et national vise à préserver la biodiversité. « Ce que l'on recherche, c'est un peu de la surface, mais à récupérer les services écosystémiques des milieux naturels : l'épuration du sol, de l'air, de l'eau, la pollinisation, du stockage de carbone... »



JEAN-MARC VALET DIRECTEUR
DU CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL DE BAILLEUL

« Il faut arrêter de consommer de l'espace comme des frites et des bagnoles ! »

Quelle est la caractéristique régionale en terme de biodiversité ?

L'occupation humaine. Nous sommes dans une région particulièrement dense et faible en espaces naturels. Avec une part considérable de terres consacrées à l'agriculture intensive. On a donc des impacts sur la biodiversité importants. Aujourd'hui, la moitié de la flore régionale est menacée, un premier quart à moyen terme, le second à long terme. Or ces disparitions ne touchent pas que des espèces rares. Non seulement on perd de la surface pour les milieux naturels mais en plus l'état écologique de la région se dégrade considérablement. L'eau, la terre, l'air, c'est tout le système qui est mis à mal ! Les espèces les plus fragiles ont besoin de terres pauvres. Or l'agriculture intensive repose sur une forte utilisation d'intrants... On assiste à une banalisation grave de la question. Et l'homme en est victime autant que la nature. Cela coûte de plus en plus cher de traiter l'eau et de restaurer nos milieux naturels. On est en train de transformer nos espaces en milieux invivables !

Quelles sont les principales atteintes à la biodiversité ?

L'utilisation d'intrants, de pesticides. Le système de l'agriculture conventionnelle est vicieux. On rémunère la productivité, pas la préservation des milieux les plus pauvres. La logique est infernale. Celui qui a beaucoup de terres reçoit des subventions alors qu'il faudrait soutenir les gens qui tentent d'être le plus propre possible. Il devrait y avoir une solidarité envers ceux qui limitent l'utilisation d'intrants.

Que faudrait-il faire ?

Tout passe par la maîtrise des sols. Il faudrait un consensus pour un équilibre dans l'affectation des sols,



entre celles dévolues à l'agriculture, aux espaces naturels, à l'urbanisation, aux industries et au commerce. Il faut casser ce rythme infernal. On ne pourra pas recréer la biodiversité, ni récupérer les espaces et les espèces perdus. Il faut intervenir sur les PLU et les SCOT mais pour l'instant on n'en est pas là, hélas ! On est dans une véritable fuite en avant qui concourt à la disparition d'espèces, c'est très grave. Il faut arrêter de consommer de l'espace comme des frites et des bagnoles. Il n'est pas extensible. Le seul intérêt, c'est d'enrichir les spéculateurs fonciers ! Il faut voir les plus-values qui sont faites sur la vente de terrains...

Il faudrait garantir l'affectation des sols et s'attaquer à la spéculation foncière. Et intervenir sur la fiscalité, tout simplement, toucher les gens au porte-monnaie. Et puis, il faudrait que la population admette que la nature est un patrimoine au même titre que nos églises et nos châteaux. Au début du siècle, la terre était un patrimoine, elle se transmettait. La société a évolué, c'est bien, mais elle a oublié la richesse que représente la nature, et sa fragilité aussi. On assiste à une

prise de conscience des jeunes générations sur le sujet. Hélas, la dégradation de la biodiversité va plus vite que la prise de conscience. Par ailleurs, ceux qui veulent protéger la nature sont rarement décisionnaires. Les spéculateurs font partie de la classe dirigeante !



« On ne pourra pas recréer la biodiversité ni récupérer les espaces et les espèces perdus »

Vous sentez-vous entendus dans la région ?

La force de la région, c'est quand même de connaître un vrai consensus. Le conseil régional, la Dreal, le Conseil de botanique, nous partageons le même avis. Nous sommes d'accord sur le constat des problèmes et sur les orientations souhaitables. Ce n'est pas le cas partout. Sinon, je n'ai jamais vu d'agriculteurs manifester contre des rachats de terre pour en faire une zone d'activité. C'est à croire qu'ils y trouvent des intérêts financiers... ■



Un groupe sucrier

Tereos transforme des matières premières agricoles en sucre, alcool et amidon. Premier groupe sucrier français et 4^{ème} mondial, Tereos inscrit son développement dans une vision long terme : valoriser les productions agricoles et contribuer à l'offre alimentaire. Tereos offre des débouchés durables à la production d'1 million d'hectares de terres agricoles. Présent sur les marchés du sucre, de l'alcool et de l'amidon, Tereos se positionne comme un partenaire privilégié pour ses clients grâce à une large gamme de produits qui répond aux plus hautes exigences de l'industrie alimentaire et pharmaceutique.

Un groupe coopératif

Tereos est un groupe coopératif qui rassemble 12 000 agriculteurs français, producteurs de betterave. Au cœur de sa mission, la valorisation, dans la durée, des productions de ses associés coopérateurs. Les valeurs de Tereos, proximité, engagement long terme, esprit entrepreneurial et ouverture, sont au cœur de la stratégie du groupe et de la relation avec ses associés coopérateurs et l'ensemble de ses parties prenantes.

Chiffres clés :

- 12 000 associés coopérateurs
- 1^{er} groupe sucrier français
- 2^{ème} groupe coopératif français
- 4^{ème} producteur mondial de sucre
- 26 000 salariés
- 41 sites industriels dans 11 pays

Acteur économique dans la région Nord-pas-de-Calais

Tereos compte plus de 1100 salariés dans le Nord-pas-de-Calais. Les 5 sucreries-distilleries situées dans la région (Escaudoeuvres, Thumeries, Boiry Sainte Rictrude, Lillers et Attin) assurent la transformation des betteraves produites par 7300 associés coopérateurs.

Béghin Say, un peu de sucre, beaucoup d'idées

Pour le marché Grand Public, la marque phare de Tereos en France est Béghin Say. Acteur incontournable du rayon sucre, Béghin Say propose une large gamme de sucres distribuée en grandes surfaces sous les marques Blonvilliers, La Perruche, Saveur Vergeoise, Spécial Confitures, Ligne etc.

En 2013, Béghin Say a lancé les sticks 4 Saveurs et Ligne au sucre et aux extraits de Stevia ainsi que le sucre en grains conditionné en sachet Doypack zip pour les décors sur les pâtisseries et viennoiseries. Pour la quatrième année consécutive, Béghin Say renouvelle son partenariat avec l'émission MasterChef.



En soutenant depuis plus de 10 ans les grands prix jeunes journalistes du club de la presse du Nord-pas-de-Calais, Tereos montre son ancrage au territoire ainsi que son souhait de bâtir des liens dans la durée, un état d'esprit incarné par sa dimension coopérative.

Prix spécial du Jury :

Aurélia Moussly

pour son reportage « *Syrie : Salqin, une liberté fragile* » diffusé sur Arte.



Son parcours

Aurélia Moussly a suivi toute sa formation supérieure à Lille. Diplômée de l'IEP en 2006 et de la section JRI de l'ESJ Lille en 2009, elle a reçu la même année le 2ème prix JRI du concours Varenne. Aujourd'hui elle collabore régulièrement avec NEPTV, I>TELE/CANAL+ et l'AFP comme journaliste vidéo tri-qualifiée. Elle a également réalisé plusieurs reportages pour Hikari Production, le reportage en Syrie pour lequel elle est primée aujourd'hui (diffusion Arte) et une série documentaire sur les étrangers installés en France diffusée sur France3 en 2011.

Son reportage

Cette année encore le jury a souhaité mettre à l'honneur un reportage dont le sujet et le format ne permettait pas de le mettre sur le même plan que les autres candidats. La Syrie et la guerre civile font la une des médias depuis 2011, pour mieux comprendre le quotidien des rebelles, Aurélia Moussly s'est rendue à Salqin, dans le nord-ouest de la Syrie. Cette ville, contrôlée par l'Armée Syrienne Libre depuis Octobre 2012, a chassé l'armée d'Assad au prix de quelque 80 morts.

Aujourd'hui Salqin est contrôlée par l'Armée Syrienne Libre, mais la vie y est devenue très difficile. Coupée du reste du pays, les produits de première nécessité manquent. Jeunes militants et opposants s'inquiètent : la menace du régime toujours réelle et des luttes de pouvoirs pourraient opposer les fondamentalistes et l'ALS qui se contentent de contrôler les carrefours.

Le jury a été unanime pour décerner à Aurélia Moussly un prix spécial du jury.

L'avis du jury

« On ne peut que récompenser ce reportage qui est le résultat d'un engagement sur le terrain admirable. La démarche est parfaitement soutenue par une maîtrise du tournage, du montage et une fin terrible. Un travail essentiel pour rendre compte de la complexité du conflit. »

Grand Prix 2013 Coup de cœur du jury



Partenaire du Club de la Presse Nord-Pas de Calais, Orange s'associe pour la 12^{ème} année consécutive aux Grands Prix des jeunes journalistes et jeunes communicants

Depuis plusieurs années, Orange a placé au cœur de sa stratégie l'enrichissement de ses offres d'accès haut débit internet et mobile par des services et des contenus riches et diversifiés. disponibles à tout moment, à la maison comme en mobilité.

Disponible via Internet ou Satellite, la TV d'Orange enrichit régulièrement son offre de chaînes et ses bouquets thématiques pour toujours plus de diversité. La TV d'Orange c'est jusqu'à 150 chaînes - dont 19 en haute définition - 16 000 programmes avec le catalogue de TV à la demande et plus de 7 000 vidéos disponibles chaque mois à la demande, inclus dans l'offre de base.

Disponible à tout moment, à la maison comme en mobilité, la TV d'Orange déploie son accès en multi-écrans afin que ses clients puissent retrouver leurs services de télévisions sur leurs Smartphones ou leurs tablettes grâce à la 4G.

Les nouveaux débits apportés par la 4G permettent de tout partager plus vite, avec plus de fluidité et d'instantanéité et vont changer fondamentalement l'expérience de l'internet en mobilité pour nos clients : regarder leurs émissions préférées en HD ou encore télécharger des films et séries en quasi-instantanéité.

Orange, parrain du Coup de cœur du jury, félicite Aurélia Moussly, journaliste ARTE pour son reportage «*Syrie : Salqin, une liberté fragile*».

Contact

Direction régionale Nord-Pas de Calais
2, rue trémière – BP 60229
59654 Villeneuve d'Ascq cedex
elisabeth.alves@orange.com
03 28 39 17 32

Comment ont été choisis les lauréats ?

20 septembre
Date limite de candidature

55 candidats

24 septembre
Réunion de la commission

**Vérification de la
conformité des candidatures
(âge, date de parution...)**

Membres de la commission Grands Prix 2013

Mathieu Hébert – président du Club de la presse, journaliste à *Liberté Hebdo*
Philippe Allienne – président de la commission Grands Prix, journaliste pigiste
Aurélie Flamey – journaliste d'entreprise/attaché de presse
Fabienne Giard – responsable du service communication du Groupe GHI
Coline Léger - pigiste
Sylvain Marcelli, journaliste pour l'agence AEF
Gérard Rouy – rédacteur pigiste et photographe

8 octobre
Réunion du jury

Débats et votes

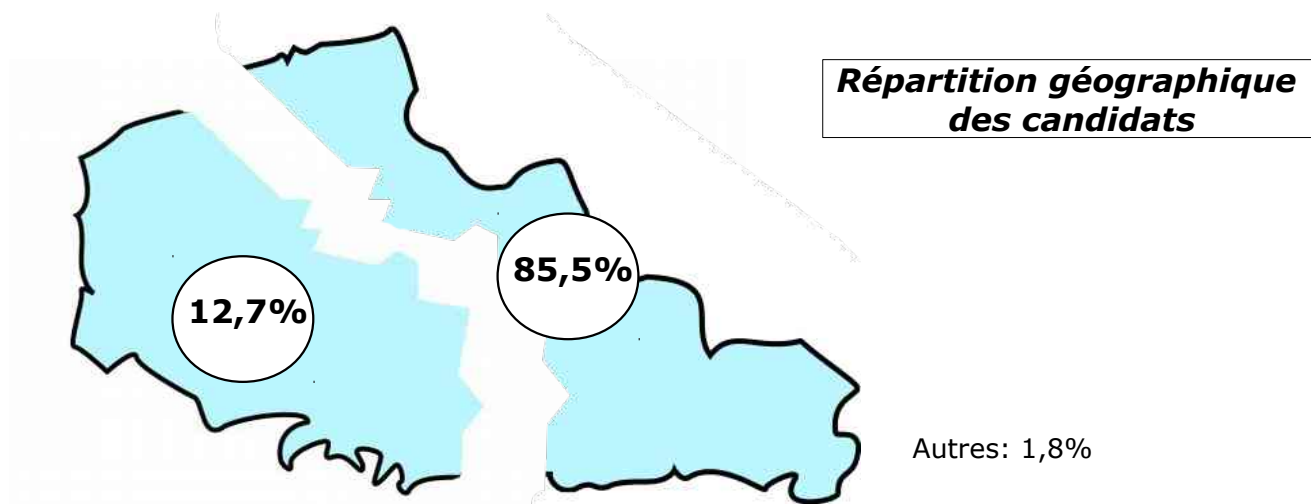
Membres du jury des Grands Prix 2013

Mathieu Hébert – président du Club de la presse, journaliste à *Liberté Hebdo*
Philippe Allienne – président de la commission Grands Prix, journaliste pigiste
Maxime Bitter, chef du service régional *Le Moniteur*
Julien Castagnoli, rédacteur en chef *Contact radio*
Olivier Célarié, directeur de la communication de lille3000
Gauthier Clausse, rédacteur en chef de *Horizons Nord – Pas de Calais*
Martine Correau, responsable communication Entreprises et Cités
Fanny Destombes, JRI-pigiste pour *20min, l'AFP, Métropolys, InterneTV*
Samuel Duhamel, JRI pour *M6 et RMC Sport*, lauréat 2012 du Grand Prix télévision
Alexandre Lenoir, pigiste pour *l'Express, Nordway, Dailynord*,
lauréat 2012 Grand Prix de l'enquête
Sébastien Leroy, journaliste, animateur de communauté pour *la Voix du Nord*
Sylvain Marcelli, journaliste pour l'agence AEF
Claire Mesureur, journaliste pour *France Bleu Nord* à Arras
Pascal Rossignol, photographe pour l'agence Reuters

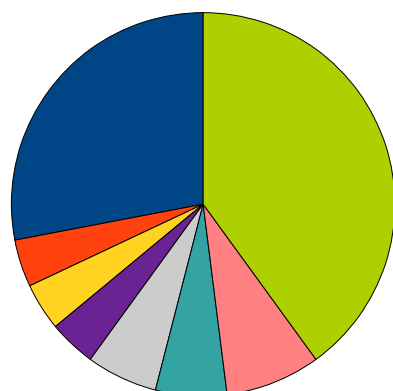
7 lauréats

Les Grands Prix en chiffres

Editions 2013 : 55 candidats



Titres présents dans la sélection



- Titres ayant un seul représentant 28% *
- ECO121 4%
- Nord Eclair 4%
- NordWay magazine 4%
- France3 6%
- L'observateur 6%
- Croix du Nord 8%
- La Voix du Nord 40%

* Arte, France Bleu Nord, La Gazette NPDC, Le journal des Flandres, Le Phare Dunkerquois, Les Inrockuptibles, Libération, M le Magazine, M6, Nord Littoral, Opal'TV, Radio Scarpe Sensée, RTL, TF1:LCI

Répartition des candidats

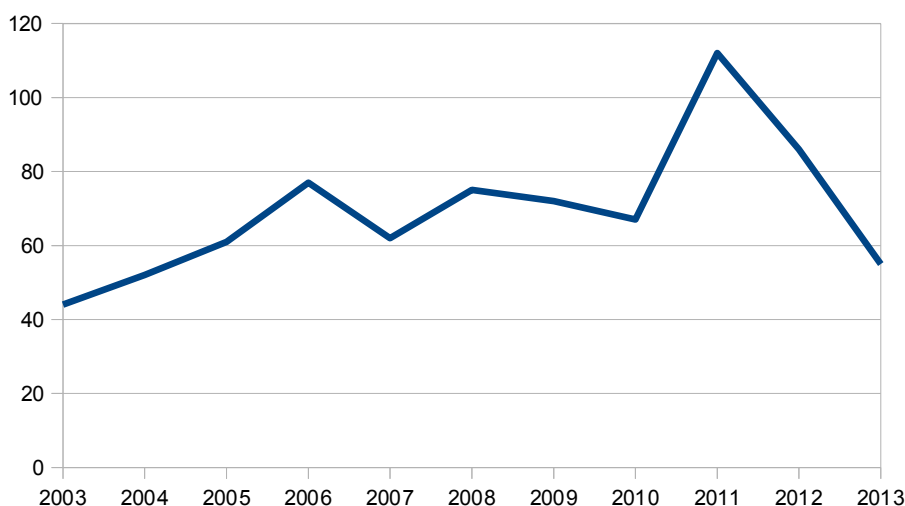


Les Grands Prix 2013 - Un instantané des journalistes du Nord – Pas de Calais

Ouvrir un concours à tous les journalistes de la région permet de dresser un aperçu de la profession. Pour cette édition 2013 on constate tout d'abord une baisse des candidatures. Un fait inquiétant, à rapprocher sûrement de la tension qui règne d'une manière générale sur les entreprises de presse. Resserrement des effectifs, augmentation des rendements, polyvalence, multiplication des contrats précaires... Des préoccupations du quotidien qui ne laissent pas forcément le temps de prendre du recul pour participer à un concours.

On note que les candidats sont en majorité nordistes, signe de la forte emprise de la métropole. 40 % des sujets ont été diffusés par *la Voix du Nord*. Là encore ce n'est pas une surprise, le groupe étant le seul de son envergure dans la région. A 54 %, les candidatures sont portées par des femmes.

Evolution du nombre de candidats



Les Grands Prix en bref

Depuis 2002

- **12 éditions**
- **104 lauréats, chacun récompensé d'un prix de 1000€**
- **744 candidats**

A travers ses grands événements le Club de la presse affirme sa volonté d'être un réseau à l'échelle régionale. Chaque année les Grands Prix partent à la rencontre des adhérents, des journalistes et des communicants. Depuis 2002, les Grands Prix ont été accueillis par le Domaine Mandarine à Seclin, le Musée de la Piscine de Roubaix, le studio national des arts contemporains Le Fresnoy à Tourcoing, la ville de Douai, le Forum des Sciences de Villeneuve d'Ascq, la ville de Béthune, la ville d'Orchies, l'Hospice d'Havré de Tourcoing, France 3 Nord-Pas de Calais à Lille à deux reprises, le site historique minier de Lewarde et la Gare Saint Sauveur à Lille.

Le Club de la presse Nord – Pas de Calais,
un réseau au service des journalistes et des communicants
depuis plus de 20 ans

A la fois lieu d'échanges, de débats, de formation et d'information, le Club de la presse Nord – Pas de Calais cultive sa vocation de créateur de rencontres et de liens entre journalistes et communicants de la région.

Fidèle aux valeurs qu'il défend depuis sa création, le Club de la presse continue à proposer de nombreux rendez-vous à ses adhérents, à recevoir des intervenants de tous horizons pour contribuer à alimenter la réflexion sur la profession de journaliste, l'évolution des rapports entre journalistes et communicants, le traitement de l'actualité par les médias, les grands thèmes d'actualité..

Journalistes, Communicants,

Entreprises, Collectivités locales

REJOIGNEZ LE CLUB !

- Pour faire partie d'un réseau dynamique de plus de 450 professionnels de la région.
- Pour participer aux rencontres régulières : *les Clubs emploi, les lundis du Club les débats d'actualité et les ateliers réflexion.*
- Pour défendre et promouvoir la liberté de la presse et les métiers du journalisme
- Pour être présent dans l'annuaire, guide de référence des professionnels de la région, et en recevoir la nouvelle édition début 2014
- Pour participer aux grandes soirées qui



rythment l'année : *Les Prix Chicon – Houblon, le Noël du Club, le lancement de l'annuaire, les Grands Prix du Club de la presse.*

Adhésion possible en ligne sur
www.clubdelapressenpdc.org

Club de la presse nord – Pas de Calais
17 rue de Courtrai, BP49, 59009 Lille cedex
clubdelapressenpdc@nordnet.fr – 03 28 38 98 48

QUI FERA LA UNE EN 2014 ?

Concours de la photo de Une de l'annuaire 2014



Ouvert à tous les photographes de la région,
le concours photo de la couverture de l'annuaire
du Club de la presse
offre la possibilité de mettre votre travail en valeur
sur un support diffusé en région et dans toute la France.



Laissez libre cours à votre inspiration
pour **illustrer**
un **événement marquant de l'actualité régionale**
ou un **aspect original du Nord-Pas de Calais**



Document professionnel de référence,
l'annuaire est distribué à tous les adhérents
et est commercialisé tout au long de l'année.

**Le concours est ouvert aux photographes régionaux,
qu'ils soient professionnels ou amateurs.**



Le lauréat remportera un prix de 460€

**CANDIDATURES JUSQU'AU
29 novembre**



Club de la presse nord – Pas de Calais
17 rue de Courtrai, BP49, 59009 Lille cedex
clubdelapressenpdc@nordnet.fr – 03 28 38 98 48



Partenaires des Grands Prix

Le Club de la presse Nord - Pas de Calais remercie chaleureusement
les partenaires des Grands Prix :



Partenaires de la soirée :



Partenaires du Club de la presse Nord – Pas de Calais :

